

"Maires de Provence", un label apolitique de plus en plus prisé

MUNICIPALES 2026 82 maires, principalement des Bouches-du-Rhône, se sont réunis hier matin à Vernègues. Ils partent en campagne pour les élections de mars prochain sous l'étiquette apolitique "Maires de Provence".

Le coup d'envoi de la campagne des Maires de Provence est donné. Ce mouvement, lancé en 2018 par le président des Bouches-du-Rhône de l'Association des maires de France et maire de Mimet Georges Cristiani et l'ancien maire de Trets Jean-Claude Féraud, reprend du service à l'approche des élections municipales de mars. 82 maires, principalement des Bouches-du-Rhône, se sont réunis hier matin dans la salle des fêtes de Vernègues. Ce qui les unit ? Aubagne, Auriol, Châteaurenard... tous s'apprêtent à se présenter au prochain scrutin sous l'étiquette "Maires de Provence". "Nous ne voulons pas être associés à des partis politiques, nous sommes dans le concret, dans le réel de la vie quotidienne. Nous avons une valeur apolitique", clame avec force l'initiateur George Cristiani, non sans fierté de voir ce mouvement grandir. Et pour cause, aux dernières élections, ils étaient 61 à s'être présentés sous cette étiquette. Le maire de Pertuis, commune du Vaucluse, et celui de Saint-Zacharie dans le Var, ont également rejoint ce label.

"La confiance des Provençaux ne peut pas être gaspillée"

Face à l'instabilité politique actuelle à l'échelle nationale, ils n'ont de cesse de vouloir se placer en opposition avec la politique dite politicienne. "On



Aux élections municipales de 2020, ils étaient 61 à s'être présentés sous l'étiquette "Maires de Provence". / PHOTO S.B.

est résistants à l'environnement politique actuel qui stérilise la France, on en a marre de leurs combats de partis", déclare-t-il devant l'assemblée, enorgueilli de la cote de confiance dont bénéficient les maires. D'après le dernier baromètre Cevifop de juillet dernier, le niveau de confiance accordé par les Français à l' élu local est de 69%, contre 42% à l'égard des députés.

Difficile donc de passer à côté de leur colère affichée contre le pouvoir exécutif et législatif en place. "Pendant que les députés sont en vacances, nous, après cette réunion, nous retournons travailler dans nos communes", pointe, rieur, le maire de Meyreuil, Jean-Pascal Gournès, faisant ici référence à l'Assemblée nationale, qui ne siège finalement pas ce week-end comme prévu alors que l'examen sur le

projet de loi de finances vient tout juste de reprendre.

Derrière cette prise de distance affichée avec la politique nationale, l'objectif est de ramener les électeurs aux urnes. "La confiance des Provençaux ne peut pas être gaspillée par des calculs politiques. On leur présente autre chose qu'un membre de parti", précise George Cristiani. En pleine pandémie de Covid-19, le taux de participa-

tion du second tour des élections municipales de 2020 avait été particulièrement bas s'établissant à 41,6%, en baisse de 20,27% par rapport à 2014. Leur principale méthode de ralliement ? Le concret, le concret et encore le concret. "Quand on a besoin de refaire un trottoir, où est la politique ? De réhabiliter une école, où est la politique ?", déclare le maire de Tarascon et conseiller départemental Lu-

“

Pendant que les députés sont en vacances, nous, après cette réunion, nous retournons travailler dans nos communes. „

rien Limousin, face à ses paires. Une opinion partagée par le maire de Saint-Paul-lès-Durance, Romain Buchaut : "On est ancré sur le territoire, ce qu'on veut proposer, c'est du concret pour nos communes. Nous, on a les pieds sur terre et on est à portée de baffe", abonde-t-il. Les critiques, allant jusqu'à des menaces, subies par les maires ont notamment été abordées lors de cette réunion, mettant en exergue leur besoin presque viscéral d'en parler lorsqu'ils se réunissent ainsi. "On en a marre de se faire insulter à longueur de journée sur les réseaux sociaux. Qu'est-ce qu'on fait ?", interroge avec détermination Maxime Marchin, maire de Sausset-les-Pins. Si une réponse concrète ne lui a pas été apportée, celle de s'éloigner le plus possible des partis politiques en place apparaît comme une esquisse pour ne pas subir les critiques qui leur sont initialement adressées.

Laelitia LIENHARD
lienhard@laprovence.com

En bref

SOCIÉTÉ Manifestations contre les violences faites aux enfants

Quelques centaines de personnes ont défilé hier à Paris contre les violences faites aux enfants et aux adolescents à l'appel de 77 organisations, tandis que des rassemblements similaires étaient organisés dans d'autres villes en France. Les chiffres sont "alarmants", a rappelé Claire Boudille, fondatrice du Collectif enfantiste, citant les "160 000 enfants victimes de violences sexuelles chaque année en France" ou "un enfant tué tous les cinq jours par ses parents"...

JUSTICE Messe en "hommage" à Pétain : plainte pour révisionnisme

Le préfet de la Meuse va porter plainte pour propos révisionnistes tenus en marge d'un hommage rendu hier "au maréchal Pétain et à ses soldats" dans une église de Verdun, qui a attiré un poignée de fidèles face à une centaine de manifestants. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a jugé ces propos "contraires à notre mémoire collective" et condamné sur le réseau X "toute tentative de réhabilitation d'une figure liée à la collaboration et à l'oppression".

SOCIAL

À Béziers, la colère de milliers de viticulteurs

Concurrence étrangère et grande distribution qui tirent les prix vers le bas, normes jugées trop contraignantes et réchauffement climatique : des milliers de viticulteurs ont exprimé hier à Béziers leur désarroi.

Au moins 4 000 manifestants, selon la préfecture, 7 000 selon les organisateurs, ont défilé dans un calme seulement interrompu par des détonations de pétards. Des membres de la Coordination rurale ont craqué des fumigènes jaunes et noirs à leur effigie et, côté FNSEA, le premier syndicat agricole, on se réjouit car "entre 4 000 et 6 000 (participants, NDLR), c'était pour nous une réussite", analyse Jean-Pascal Pelagatti, secrétaire général de la FDSEA de l'Hérault (antenne départementale de la FNSEA).

"Voir toute cette mobilisation, ça fait plaisir mais je sais pas si ça fera avancer les choses. On a l'impression qu'on ne nous écoute pas, qu'on se fout de nous", confie Carole, viticultrice de 51 ans qui produit un vin d'appellation Minervois et qui n'a pas souhaité donner son



4 000 manifestants, selon la préfecture, 7 000 selon les organisateurs, ont défilé hier dans un calme à Béziers. / PHOTO AFP SYLVAIN THOMAS

nom de famille. Son exploitation de 17 hectares à Pouzolles, dans l'Aude, est dans la famille depuis trois générations mais elle "ne sait pas si on pourra la léguer à nos enfants, c'est le plus dur". Son fils, Romain, âgé de 16 ans, ne souhaite pas reprendre l'exploitation. "Quand

on voit la situation maintenant, c'est pas possible de se projeter car ça empire d'année en année. C'est pas vivre, c'est survivre", explique-t-il.

À intervalle régulier, des Biterrois applaudissent de leurs fenêtres. "Merci !", lancent des manifestants émus et les ap-

plaudissements se propagent quelques instants au cortège. "On nous étouffe sous les normes. On nous noie sous les taxes. On nous ment sur les prix. Et pendant qu'on se bat pour survivre, d'autres exportent le vin au prix de l'eau. D'autres vendent des bouteilles au prix d'un simple

café, a affirmé Romain Angelras, président des Jeunes agriculteurs (JA) du Gard. On nous parle aujourd'hui de souveraineté alimentaire. Mais nos politiques la sacrifient sur l'autel du libre-échange. Les vignerons ne se tairont pas. Il nous faut des réponses vite maintenant !"

Une délégation au ministère

Le préfet de l'Hérault, François-Xavier Lauch, a annoncé qu'une délégation de viticulteurs serait reçue le 24 novembre par le ministère de l'Agriculture, veille du grand salon professionnel Sivevi qui se tient à Montpellier du 25 au 27 novembre, où est attendue la ministre de l'Agriculture Annie Genevard. Elle avait déjà reçu des représentants le 6 novembre dernier.

Selon le président des Vignerons indépendants Jean-Marie Fabre, "trois leviers" à actionner pour amorcer une sortie de crise avaient été évoqués : un soutien de trésorerie sous la forme notamment de prêts de consolidation, un nouveau plan d'arrachage à hauteur de 35 000 hectares (sur les 780 000 hectares de vigne française) et davantage de soutien au plan du commerce international.

